



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/ICNP/2/11
26 janvier 2012

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL À COMPOSITION NON LIMITÉE POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS AUX RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET LE PARTAGE JUSTE ET ÉQUITABLE DES AVANTAGES DÉCOULANT DE LEUR UTILISATION

Deuxième réunion

New Delhi, 2-6 juillet 2012

Point 4.3 de l'ordre du jour provisoire*

MESURES PROPRES À SENSIBILISER À L'IMPORTANCE DES RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET DES CONNAISSANCES TRADITIONNELLES ASSOCIÉES, ET AUX QUESTIONS RELATIVES À L'ACCÈS ET AU PARTAGE DES AVANTAGES

Note du Secrétaire exécutif

I. INTRODUCTION

1. A sa première réunion, le Comité intergouvernemental spécial à composition non limitée pour le Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation a examiné des « mesures propres à sensibiliser le public à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages » (Article 21), conformément à son plan de travail énoncé dans l'annexe II à la décision X/1 de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique.

2. Pour aider le Comité intergouvernemental à accomplir cette tâche, le Secrétariat a élaboré un projet de stratégie de sensibilisation destinée à aider les Parties à appliquer de manière cohérente l'article 21 du Protocole de Nagoya. Le projet de stratégie de sensibilisation figure dans la partie II ci-après et dans l'annexe au document UNEP/CBD/ICNP/1/5.

3. Le Comité intergouvernemental a examiné le projet de stratégie de sensibilisation préparé par le Secrétaire exécutif. Les résultats des débats et la recommandation adoptée sur cette question à la première réunion du Comité intergouvernemental figurent dans le rapport de cette réunion¹.

4. Dans sa recommandation 1/3, le Comité intergouvernemental a invité les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées à communiquer au Secrétaire exécutif leurs points de vue sur les éléments proposés d'une stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya (voir l'annexe au

* UNEP/CBD/ICNP/2/1/Rev.1.

¹ UNEP/CBD/ICNP/1/8.

document UNEP/CBD/ICNP/1/5), ainsi que des informations sur les activités de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, y compris les enseignements tirés de l'expérience acquise en la matière.

5. Dans cette même recommandation, le Comité intergouvernemental a demandé au Secrétaire exécutif de réviser les éléments proposés d'une stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya, en tenant compte des points de vue exprimés à la première réunion du Comité intergouvernemental et dans les communications qui ont été reçues, aux fins d'examen à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental.

6. A la lumière de cette recommandation, le Secrétaire exécutif a invité les Parties, les autres gouvernements, les organisations internationales, les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées, par le biais des notifications 2011-142 et 2011-206 (rappel) (réf. No. SCBD/ABS/VN/SG/77099) en date du 1^{er} août 2011 et du 1^{er} novembre 2011, respectivement, à communiquer au Secrétariat leurs points de vue à ce sujet, comme précisé ci-dessus.

7. Au 24 janvier 2012, le Secrétaire exécutif avait reçu des communications sur cette question du Canada, de la Chine, de l'Équateur, du Mexique, de la Thaïlande, de l'Union européenne et du Club civique hawaïen de Waikiki. Ces communications sont disponibles à l'adresse : <http://www.cbd.int/icnp2/submissions/>.

8. De plus, une communication du Forum Biodiversité Suisse de l'Académie suisse des sciences naturelles figure dans le document d'information paru sous la cote UNEP/CBD/ICNP/2/INF/5.

9. Une synthèse des informations fournies sur les activités de sensibilisation à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, figure dans le document d'information paru sous la cote UNEP/CBD/ICNP/2/INF/6.

10. Les points de vue exprimés à la première réunion du Comité intergouvernemental sur les éléments proposés d'une stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya, ainsi que les communications reçues par le Secrétaire exécutif à ce sujet, figurent dans la partie II ci-après.

11. Compte tenu des points de vue exprimés à la première réunion du Comité intergouvernemental et dans les communications mentionnées au paragraphe 7 ci-dessus, le Secrétaire exécutif a révisé le projet de stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya, conformément à la recommandation 1/3, aux fins d'examen à la deuxième réunion du Comité intergouvernemental.

12. Le projet de stratégie de sensibilisation figure dans l'annexe au présent document. La stratégie est expliquée dans la première partie de l'annexe, puis elle est présentée sous forme de tableau dans la deuxième partie de l'annexe.

II. POINTS DE VUE EXPRIMÉS SUR LES ÉLÉMENTS PROPOSÉS D'UNE STRATÉGIE DE SENSIBILISATION POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA

13. La sous-partie A ci-après fournit un résumé des points de vue généraux exprimés sur les éléments proposés d'une stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya à la première réunion du Comité intergouvernemental et dans les communications reçues à ce sujet par le Secrétariat².

14. Outre les points de vue exprimés à la réunion du Comité intergouvernemental, des points de vue généraux sur la stratégie ont été exprimés dans les communications suivantes reçues par le Secrétariat : Canada, Chine, Thaïlande et Union européenne.

² Voir : <http://www.cbd.int/icnp2/submissions/>.

15. La sous-partie B ci-après fait une compilation des points de vue exprimés sur les activités prioritaires spécifiques proposées dans le projet de stratégie. Le Secrétariat a reçu des informations sur cette question en provenance des Parties suivantes : Canada, Équateur, Mexique et Union européenne.

A. Points de vue généraux sur le projet de stratégie de sensibilisation

16. Il était accepté d'une manière générale que des mesures propres à sensibiliser à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques étaient très importantes pour assurer une application effective du Protocole de Nagoya, notamment en ce qui concerne la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique.

17. Un manque notable de prise de conscience des questions relatives à l'accès et au partage des avantages et des mesures prises dans ce domaine en droit interne était remarqué et identifié comme une lacune importante depuis l'entrée en vigueur de la Convention sur la diversité biologique (CDB). Il était reconnu que de nombreuses parties prenantes ne connaissaient pas les questions relatives à l'accès et au partage des avantages, et encore moins le cadre juridique et institutionnel national qui régit l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques et le partage des avantages découlant de leur utilisation.

18. L'importance que revêtent les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques devrait être bien comprise, pour contribuer à la conservation de la diversité biologique et à l'utilisation durable de ses éléments constitutifs.

19. A cet égard, les Parties devraient s'efforcer de mettre en avant et de diffuser des informations sur leurs cadres et leurs mesures législatifs, administratifs ou de politique générale nationaux en matière d'accès et de partage des avantages, lorsqu'ils existent, ainsi que sur les procédures à suivre pour avoir accès aux connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques. Les Parties devraient aussi prendre des mesures pour faire en sorte que les utilisateurs potentiels des ressources génétiques puissent avoir facilement accès à ces informations.

20. Il était indiqué qu'un manque de sensibilisation pouvait potentiellement contribuer au non respect des exigences nationales en matière d'accès et de partage des avantages, et qu'une plus grande sensibilisation du public aux valeurs économiques, sociales et culturelles des ressources génétiques inciterait les parties prenantes à les préserver et à les utiliser de manière durable.

21. Il existait un consensus autour du fait qu'une stratégie de sensibilisation serait utile pour apporter un soutien aux pays, afin d'accroître la sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages et d'aider les pays à appliquer le Protocole de Nagoya.

22. La stratégie était aussi considérée comme un outil efficace pour aider les Parties à parvenir aux objectifs de la Convention et du Protocole de Nagoya.

23. De nombreuses Parties ont indiqué que la stratégie de sensibilisation devrait être axée sur les besoins et les priorités identifiés aux niveaux national, régional et infrarégional, y compris les besoins spécifiques des communautés autochtones et locales, et qu'elle devrait être suffisamment souple pour pouvoir répondre à ces besoins. Cependant, il était reconnu que les principes généraux élaborés au niveau international pourraient être utiles pour établir une base pour des mesures prises au niveau national.

24. Il était indiqué que les résultats de la phase pilote du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, ainsi que les résultats du questionnaire sur les besoins et les priorités nationaux en matière de création et de renforcement des capacités pour faciliter l'application du Protocole de Nagoya, pourraient être utiles pour déterminer les besoins et les priorités en matière de sensibilisation, et devraient donc être pris en considération dans le cadre de l'élaboration de la stratégie.

25. Certaines Parties ont souligné que les objectifs nationaux, régionaux et mondiaux de la stratégie de sensibilisation devraient être clairement identifiés et acceptés par les Parties.

26. Il était souligné que la stratégie devrait fournir des occasions de partager des informations, des outils et des bonnes pratiques en matière de sensibilisation, entre les différentes parties prenantes concernées.
27. Plusieurs Parties ont souligné que la stratégie devait fournir des outils utiles, pour appuyer une sensibilisation au niveau national.
28. Afin de renforcer la cohérence, d'améliorer l'efficacité et de réduire les coûts, l'importance que revêt l'utilisation du matériel, des programmes, des outils et des structures de communication existants sur l'accès et le partage des avantages était soulignée.
29. Il était suggéré que le matériel élaboré par le Secrétariat pour faire connaître le Protocole de Nagoya soit disponible dans les six langues officielles de l'ONU. Un service d'interprétation dans les six langues officielles de l'ONU devrait être fourni également pour les activités entreprises par le Secrétariat.
30. Un grand nombre de Parties ont déclaré que le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages était un mécanisme utile, pour distribuer le matériel de communication élaboré au titre de la stratégie.
31. L'importance d'un financement adéquat pour assurer une mise en œuvre effective de la stratégie était soulignée également, ainsi que la nécessité pour les organismes de financement, en particulier le Fonds pour l'environnement mondial, de tenir compte des activités de sensibilisation dans leurs stratégies de financement.
32. Pour conclure, en raison d'un manque de prise de conscience des questions relatives à l'accès et au partage des avantages et du Protocole de Nagoya, les Parties ont reconnu qu'une stratégie était nécessaire pour appuyer l'application du Protocole. Cependant, il était souligné d'une manière générale que la stratégie devait être un outil qui appuie des activités de sensibilisation nationales, et qu'elle devait donc être souple, pour pouvoir être adaptée à des circonstances nationales très diverses.

B. Points de vue spécifiques sur les activités prioritaires proposées dans le projet de stratégie de sensibilisation

Activité prioritaire 1 : Analyse de situation de communication

Canada

33. Pour être efficace et parvenir à l'objectif souhaité, les Parties devraient définir, à la fois sur le plan individuel et collectif, quels sont le public ciblé et les buts de communication souhaités pour toute stratégie de sensibilisation.
34. Une analyse d'audience et un recensement des groupes cibles et des résultats souhaités pour les activités de communication devraient être effectuées au niveau national et ne devraient donc pas être influencés par une approche générale. Ces activités devraient être menées, gérées et dirigées au niveau national par les Parties.
35. Le Canada estime qu'il n'y a aucune raison d'effectuer deux analyses, à savoir, une analyse nationale et une analyse en ligne, pour les outils de communication existants.
36. La mise en place d'une équipe de travail inter-organismes pour une communication concernant le Protocole de Nagoya, tel que recommandé au paragraphe 1.4.3, devrait être interne au Secrétariat de la CDB, en utilisant le matériel généré par les Parties. Le Canada ne voit pas de liens entre la sensibilisation effectuée par les Parties et par les organismes des Nations Unies. Il n'est pas démontré que les Parties seront en mesure d'approuver les messages, la stratégie médiatique, ou d'autres éléments élaborés par l'équipe de travail inter-organismes proposée. Le Canada considère que cette activité n'est pas prioritaire pour les Parties au Protocole. Les organismes des Nations

Unies, tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organisations internationales, devraient aider les pays, selon qu'il convient, à l'échelle nationale.

37. Le Canada considère que si cette activité était acceptée comme élément de la stratégie, elle devrait être un élément central du programme de travail de la Convention sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public (CESP) et devrait être gérée dans le cadre des décisions appropriées de la CDB, y compris en ce qui concerne l'établissement des coûts et les ressources.

Équateur

38. Parmi les activités suggérées, il est important d'analyser les enseignements tirés du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques, pour pouvoir créer un Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages qui réponde aux besoins des pays.

Union européenne

39. L'Union européenne est d'accord pour que le Secrétariat de la CDB joue un rôle important dans la collecte, l'analyse et le partage des résultats de l'analyse de communication, des enseignements tirés, et des activités de communication, d'éducation et de sensibilisation aux niveaux régional et national. Le Secrétariat de la CDB devrait jouer un rôle important également en fournissant des orientations aux Parties sur la manière d'effectuer l'analyse nationale et d'élaborer des messages clés et des produits.

Mexique

40. Conformément aux objectifs opérationnels (1.1) de l'activité prioritaire 1 : analyse de situation de communication, il convient de mesurer ou d'évaluer le mieux possible l'impact de la stratégie, au regard des objectifs suivants :

- a) Pour les groupes cibles, déterminer les résultats souhaités pour les activités de communication.
- b) Évaluer l'efficacité des outils, des messages et des activités existants.

41. Nonobstant ce qui précède, puisque ni les indicateurs, ni les activités suggérées ne mentionnent une activité d'évaluation de l'impact de la stratégie de communication, nous pensons qu'il est important de prévoir une activité qui permette de mesurer cet impact. Une enquête sur les différents acteurs et groupes concernés pourrait être effectuée pour évaluer les connaissances sur le Protocole de Nagoya; cette enquête pourrait être menée à nouveau après la campagne de sensibilisation, afin d'avoir une évaluation 'avant' et 'après'.

42. La partie 1.5 mentionne les principales parties prenantes au niveau national pour les activités suggérées 1.4.1, 1.4.2 et 1.4.3. Cependant, même si des parties prenantes ne peuvent pas être identifiées au niveau national pour chaque activité, il est essentiel que les parties prenantes qui contribuent à l'élaboration de la stratégie de sensibilisation incluent les différents groupes qui utilisent les ressources génétiques, tout particulièrement le milieu universitaire et les industries qui utilisent des ressources génétiques (telles que l'industrie pharmaceutique, l'industrie cosmétique, l'industrie liée aux semences, l'agriculture, l'élevage de bétail et l'industrie des plantes ornementales par exemple).

43. La partie 1.4.5 prévoit que « sur la base de la méthodologie mise en place et disponible par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, les Parties effectueront des analyses de communication nationales ». Les parties prenantes ne devraient pas seulement comprendre « les Parties et les communautés autochtones et locales » mais aussi, les différents utilisateurs des ressources génétiques, pour pouvoir effectuer ces analyses.

Activité prioritaire 2 : créer des messages clés, une série de produits de communication et une stratégie médiatique

Canada

44. Le Canada est d'avis que ces activités devraient être menées, gérées et dirigées au niveau national par les Parties. Le Canada est d'avis que si l'activité prioritaire 2 était acceptée comme élément de la stratégie, elle devrait être un élément central de l'activité de communication, éducation et sensibilisation du public et devrait être gérée dans le cadre des décisions appropriées de la CDB, y compris en ce qui concerne l'établissement des coûts et les ressources.

Équateur

45. Comme résultats escomptés en ce qui concerne la création de différents produits d'information (tels que des brochures et des vidéos par exemple), il convient de rappeler que ces produits devraient viser différents types d'utilisateurs et/ou parties prenantes (agriculteurs, communautés autochtones, élèves, universitaires).

46. Une activité proposée devrait être de recenser les méthodes de partage d'information dans les pays qui disposent d'un accès limité à Internet.

Union européenne

47. L'Union européenne est d'avis que cette activité sera importante lorsqu'une expérience suffisante aura été acquise dans le cadre d'activités menées au niveau régional, mais qu'il est encore trop tôt pour entreprendre une telle activité. Celle-ci pourra faire partie d'une future stratégie mondiale de communication et de vulgarisation, lorsqu'un certain niveau de prise de conscience aura été atteint, afin d'aider toutes les parties prenantes concernées à comprendre et à partager les messages de base au sujet de l'importance que revêtent les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et des questions relatives à l'accès et au partage des avantages. Il est impossible à notre avis, pour l'instant, de mettre au point des messages de base et/ou mondiaux qui répondent aux besoins de populations aussi hétérogènes.

Mexique

48. En ce qui concerne l'activité prioritaire 2 : créer des messages clés, une série de produits de communication et une stratégie médiatique, il est important que les Parties contribuent à la création de ces messages et que ces derniers ne soient pas élaborés uniquement en appliquant les critères du Secrétaire exécutif et des parties prenantes associées, puisque certaines questions peuvent être sensibles pour certains pays. Il est donc suggéré de soumettre l'élaboration des messages clés à un traitement général, afin d'éviter des conflits éventuels au sein des pays, lors de leur diffusion.

49. La partie 2.5 de l'activité prioritaire 2 mentionne la participation et/ou la collaboration des communautés autochtones et locales, mais pas celle des Parties. Il est important d'assurer une participation claire et transparente de ces communautés. Il est important également que les Parties proposent ou désignent les communautés dont la participation doit être assurée (puisque les questions relatives aux communautés autochtones et locales varient selon les pays, en ce qui concerne leur caractère représentatif); si tel n'était pas le cas, la transparence de cette participation pourrait être mise en doute.

50. Comme mentionné par notre pays à la première réunion du Comité intergouvernemental, il est important de définir le public ciblé par les activités de sensibilisation. Nous considérons qu'il est essentiel d'inclure les utilisateurs des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées dans les principaux groupes cibles, et de mettre en avant l'importance que revêt le partage des avantages découlant de l'utilisation de ces ressources et de ces connaissances.

Activité prioritaire 3 : créer une ‘trousse à outils’ de communication sur l’accès et le partage des avantages

Canada

51. Le Canada est favorable au développement d’une ‘trousse à outils’ de communication sur l’accès et le partage des avantages, d’un apprentissage en ligne et de méthodes utilisant des ressources éducatives ouvertes (OER) pour la trousse à outils, ainsi qu’à la mise en place de bureaux d’assistance pour les communautés autochtones et locales et les parties prenantes concernées, dans le contexte de l’article 21c) du Protocole. Le Secrétariat de la CDB devrait fournir un inventaire des coûts détaillé, et une comparaison avec les ressources dont dispose le Secrétariat actuellement.

52. La trousse à outils devrait utiliser uniquement les méthodes, les feuilles de calcul et autre matériel descriptif susceptibles d’aider les Parties à élaborer des processus nationaux de communication. Le Canada est d’avis qu’un matériel prêt à l’emploi au niveau régional devrait être élaboré par les Parties.

53. L’élaboration de messages spécifiques à l’intention des communautés autochtones et locales pour aborder des questions les concernant, sans une consultation des Parties, ne sera pas toujours une méthode appropriée, notamment à l’échelle régionale, puisque les questions relatives aux communautés autochtones et locales sont souvent propres à chaque pays.

54. Le choix des organisations qui contribueront à l’élaboration de la trousse à outils semble très large. Le Canada est d’avis que la trousse à outils devrait être élaborée et adoptée par les Parties.

55. Le Canada ne pense pas que la trousse à outils devrait inclure des messages spécifiques, puisque chaque situation sera différente et liée aux approches retenues en droit interne pour le Protocole et la question de l’accès et du partage des avantages.

Union européenne

56. L’Union européenne est d’avis que la trousse à outils est un matériel primaire important à utiliser par les Parties et les parties prenantes pour mettre au point leurs propres activités. Nous pensons que cet outil devrait aider à la fois à sensibiliser et à renforcer les capacités de leurs utilisateurs. Les outils d’apprentissage en ligne, par exemple, pourraient être particulièrement utiles à cet égard.

Mexique

57. En ce qui concerne l’activité prioritaire 3 : créer une trousse à outils de communication sur l’accès et le partage des avantages, notamment en ce qui concerne l’objectif opérationnel 3.1 c), « développer une communauté en ligne pour partager des données d’expérience », nous suggérons que le Portail de la CDB sur les communautés autochtones soit utilisé également.

58. Comme indiqué plus haut, au sujet de l’activité précédente, lorsqu’une participation et/ou une collaboration des communautés autochtones et locales est assurée, sans une consultation des Parties, il est important que les mécanismes qui assurent la participation de ces communautés soient clairs et transparents, et que les Parties proposent ou désignent les communautés dont la participation doit être assurée (puisque dans chaque pays, les questions liées aux communautés autochtones et locales varient, en ce qui concerne leur caractère représentatif); si tel n’était pas le cas, la transparence de la participation de ces communautés pourrait être mise en doute.

59. En ce qui concerne la proposition d’activité 3.4.7, « s’assurer que la trousse à outils est créée en utilisant des mécanismes de diffusion adéquats pour différentes communautés », il est important d’assurer à la fois un partage de données d’expérience entre les Parties et de maintenir un dialogue, afin de pouvoir adapter la ligne de conduite, si besoin.

Activité prioritaire 4 : organiser des ateliers régionaux

Canada

60. Les ateliers régionaux de sensibilisation du public et les ateliers sur la communication peuvent être utiles, mais ils devraient être élaborés et gérés par les Parties, de même qu'organisés dans la limite des ressources financières disponibles.

61. Le Canada est favorable à un résultat qui personnalise les trousseaux à outils au niveau régional, mais fait observer qu'une approche régionale peut s'avérer inutile pour certaines Parties.

62. Un cadre de communication mondial élaboré par le biais des ateliers régionaux pourrait limiter certaines Parties et aboutir à des messages contradictoires au sein des pays.

63. Il peut être utile que les représentants nationaux informent différents types de médias représentatifs au sein des Parties de la région. Si le Secrétariat informe des médias régionaux, il devrait parler au nom du Secrétariat.

64. Le Canada souhaite comprendre le rôle de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), de l'Université des Nations Unies, de l'UNESCO et des Centres d'information des Nations Unies dans le cadre des ateliers régionaux. Chacune de ces organisations dispose d'un système de formation et de communication aux médias qui leur convient.

Équateur

65. La création d'une base de données d'experts techniques et juridiques spécialisés dans ce domaine pourrait faire partie des résultats escomptés.

66. L'expérience acquise dans les différentes régions en matière d'accès et de partage des avantages devrait être organisée de manière systématique.

67. Des modules par thème devraient être mis au point pour les ateliers, orientés vers les différentes parties prenantes concernées (décideurs, communicateurs, communautés, universitaires, utilisateurs des ressources génétiques).

68. Nous proposons également une nouvelle activité pour mettre en place un système de surveillance et de suivi des activités prioritaires, afin d'évaluer les progrès accomplis et de déterminer des ajustements éventuels au cours de ce processus.

Union européenne

69. L'Union européenne est d'accord pour aider les formateurs et les médias locaux et régionaux à créer, à utiliser ou à communiquer des messages appropriés au public ou aux groupes cibles. En plus des activités menées au niveau national, des ateliers organisés au niveau régional ou infrarégional pourraient être utiles, pour partager des données d'expérience, des outils et des pratiques. Cependant, pour utiliser de manière optimale les ressources, l'organisation de ces ateliers devrait être basée sur l'évaluation des besoins en capacités effectuée par les Parties. De même, les mécanismes, les processus et les outils mondiaux, régionaux et infrarégionaux existants devraient être pleinement pris en compte pour analyser ces besoins.

Mexique

70. La partie 4.5 de l'activité prioritaire 4 : organiser des ateliers, inclut les communautés autochtones et locales comme parties prenantes au niveau régional. Les remarques faites auparavant concernant leur représentativité devraient être prises en compte, puisque les ateliers visent à ce que les observations des participants à l'atelier parviennent aux communautés autochtones et locales du pays. Au Mexique, par exemple, nous disposons d'un Conseil consultatif de la CDI (Commission nationale de développement des peuples autochtones), composé de représentants de toutes nos

communautés autochtones. Si un seul de ces représentants participait à ces ateliers, il devrait être choisi par le Conseil, afin d'assurer une représentation légitime.

71. D'autre part, les différents utilisateurs des ressources génétiques devraient être pris en compte, en raison de leur rôle fondamental en matière de sensibilisation : ce sont eux, en particulier, qui doivent être sensibilisés à la question du partage des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques. Les utilisateurs des ressources génétiques ne devraient pas se limiter aux universitaires, mais devraient s'étendre à tous les utilisateurs potentiels.

72. D'une manière générale, l'élaboration d'une stratégie de sensibilisation devrait prendre en considération la fonction de chaque groupe cible et sa situation particulière, puisque certains groupes cibles auront plus de connaissances et d'expérience que d'autres. Il est important également d'examiner quel rôle pourraient avoir les Parties dans le cadre de la stratégie, afin de promouvoir, participer et fournir des conseils sur la façon d'atteindre les objectifs de la stratégie.

III. QUESTIONS À EXAMINER

73. A la lumière d'un tel contexte, le Comité intergouvernemental souhaitera peut-être examiner le projet révisé de stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya, sur la base de la proposition contenue dans l'annexe à la présente note, et recommander à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, à sa première réunion, d'adopter une décision libellée comme suit :

La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya

1. *Adopte* la stratégie de sensibilisation pour le Protocole de Nagoya, qui figure dans l'annexe au présent document;

2. *Recommande* à la Conférence des Parties, dans le cadre de ses orientations pour le mécanisme de financement, d'inviter le Fonds pour l'environnement mondial à fournir des ressources financières aux Parties, afin de pouvoir prendre des mesures rapides concernant l'article 21 du Protocole.

*Annexe***UNE STRATÉGIE DE SENSIBILISATION POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR
L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES***Introduction*

1. La communication, l'éducation et la sensibilisation du public sont au cœur de l'application effective du Protocole de Nagoya. L'application effective de l'article 21 du Protocole de Nagoya joue donc un rôle essentiel pour contribuer au succès de l'ensemble du Protocole.
2. La vaste gamme d'activités, d'initiatives et d'outils de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages qui ont été mis au point à ce jour ont été créés en l'absence d'un cadre général de communication; d'autre part, les activités de communication ne disposent pas d'un financement prévisible à long terme. Cela a contribué à un manque de sensibilisation général aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages.
3. La stratégie de sensibilisation vise à procurer une approche systématique et cohérente, pour aider les Parties à appliquer l'article 21 du Protocole. Elle reconnaît qu'il est nécessaire de relier les activités liées à l'article 21 aux autres activités de renforcement des capacités menées dans le cadre du Protocole de Nagoya, au titre du programme de travail sur la communication, l'éducation et la sensibilisation du public, et à d'autres initiatives de vulgarisation de la CDB, telles que la Décennie des Nations Unies pour la biodiversité.
4. Il est important que les activités de sensibilisation répondent aux besoins et circonstances particuliers de chaque Partie. En conséquence, la stratégie de sensibilisation devrait être dirigée par les Parties. Cependant, pour aider les Parties à mettre en œuvre la stratégie, le Secrétariat pourrait prendre une série de mesures d'appui, telles que la création d'une trousse à outils contenant une série de modèles et de directives destinés à appuyer l'élaboration des stratégies nationales de sensibilisation et du matériel et des outils connexes. Tous les produits créés par le Secrétariat et par les Parties, dans le cadre de la stratégie, devraient être diffusés par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.
5. Bien que les groupes cibles puissent être différents selon les pays, la sensibilisation des utilisateurs des ressources génétiques est une priorité pour assurer l'application effective du Protocole. Il est important également d'assurer une participation pleine et entière des communautés autochtones et locales aux activités de sensibilisation nationales et régionales.
6. Le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages sera un mécanisme important pour appuyer l'application de l'article 21 du Protocole, en veillant non seulement à ce que la stratégie de sensibilisation, les produits et les outils soient disponibles pour toutes les parties prenantes, mais aussi, en facilitant le partage des données d'expérience sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages. Enfin, le Centre d'échange sera nécessaire pour réaliser les activités suggérées à l'article 21, tout particulièrement les activités mentionnées aux paragraphes d), e) et f).
7. Les paragraphes suivants décrivent une stratégie de sensibilisation destinée à appuyer les Parties dans le cadre de l'élaboration de leurs stratégies nationales de sensibilisation. La stratégie est décrite également dans les tableaux situés à la fin du document. La stratégie est structurée autour de quatre activités prioritaires, qui s'appuient mutuellement. L'activité finale, qui est l'étape d'évaluation, devrait permettre d'énoncer les conditions et les priorités pour toute évolution future de la stratégie. Les Parties seraient invitées à faire rapport sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de sensibilisation au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages et à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, selon qu'il convient.

Activité prioritaire 1. Analyse de situation de communication et élaboration des stratégies nationales de sensibilisation

8. L'article 21 du Protocole de Nagoya dispose que les Parties doivent prendre des mesures pour sensibiliser le public à l'importance des ressources génétiques et des connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages. La transposition de ce principe général dans une stratégie de sensibilisation nécessite que les Parties définissent des buts de communication plus spécifiques, compte tenu des directives énoncées à l'article 21.

9. L'élaboration de stratégies de sensibilisation efficaces par les Parties devrait être fondée sur une analyse de l'état de la communication sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages. Une telle analyse devrait inclure les éléments suivants :

a) Évaluer les buts de communication nécessaires pour appuyer l'application du Protocole et, en particulier, pour que les Parties puissent sensibiliser à l'importance que revêtent les ressources génétiques et les connaissances traditionnelles associées aux ressources génétiques, et aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, conformément à l'article 21;

b) Mener des enquêtes de sensibilisation, pour recenser les groupes cibles, leur niveau de sensibilisation et les mesures qui doivent être prises par ces groupes, en vue d'appuyer l'application du Protocole;

c) Effectuer un audit du matériel d'information disponible, pour recenser et examiner l'efficacité des produits de communication existants;

d) Créer un fichier d'experts techniques et d'experts en communication, qui pourraient être appelés pour aider à mettre en œuvre les stratégies nationales.

10. Dans le cadre de cette activité prioritaire, le Secrétariat proposera une structure pour aider les Parties à élaborer leur stratégie nationale de sensibilisation, y compris une analyse de situation de communication qui examine les éléments susmentionnés. Une telle analyse aura pour but de fournir des orientations sur le type de messages et de matériel de sensibilisation à mettre au point. Les orientations et les recommandations fournies pour chacune des étapes susmentionnées seront élaborées par le Secrétariat, puis affichées sur le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. Les Parties seraient ensuite invitées à dupliquer ou à adapter cette méthodologie, selon qu'il convient.

11. Différents acteurs représentant différents intérêts et ayant des priorités différentes contribueront à l'application du Protocole de Nagoya, y compris, entre autres, les gouvernements, les établissements de recherche, l'industrie et les communautés autochtones et locales. En conséquence, les Parties devraient recenser et hiérarchiser les principaux groupes cibles, et effectuer une enquête de sensibilisation pour déterminer leur niveau de sensibilisation actuel. En s'appuyant sur cette étude, les Parties pourront alors déterminer quelles mesures prises par ces groupes faciliteraient une application pleine et entière du Protocole, et quelles voies de communication et quels messages permettraient d'encourager de telles mesures. Une telle analyse de situation de communication facilitera l'élaboration des stratégies nationales de sensibilisation. Comme indiqué plus haut, des efforts particuliers devraient être prodigués pour sensibiliser les utilisateurs des ressources génétiques. D'autre part, toute évaluation du rôle des communautés autochtones et locales dans ce processus devrait être faite de manière intégrée pour l'ensemble des buts de communication.

12. En plus de l'enquête de sensibilisation, les Parties seraient invitées à effectuer un audit des produits et initiatives existants en matière de sensibilisation dans leur pays, et à évaluer dans quelle mesure ces outils peuvent aider à réaliser les buts de communication. L'audit devrait tenir compte des outils et initiatives mis en place par des partenaires au sein des ministères, des organisations non gouvernementales, des entreprises et des établissements de recherche, ainsi que par des communautés autochtones et locales.

13. Enfin, les Parties sont encouragées à créer un fichier d'experts, comprenant des professionnels de la communication dotés de compétences en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages découlant de leur utilisation, et des experts techniques et juridiques dans ce domaine, pouvant aider à élaborer le matériel de sensibilisation.

14. Les différents éléments décrits plus haut, tels que les buts de communication, l'enquête sur les comportements et la sensibilisation, l'audit du matériel existant, et le fichier d'experts, devraient être utilisés pour créer une stratégie nationale de sensibilisation. La stratégie résultante sera propre à chaque Partie, mais il est suggéré que chacune d'entre elles comprenne :

- a) Une analyse de situation et un rapport sur les principaux groupes cibles;
- b) Des messages clés pour les activités de sensibilisation;
- c) Des activités de sensibilisation;
- d) Un calendrier;
- e) Les besoins en ressources;
- f) Un cadre d'évaluation.

15. D'autre part, il est suggéré que chaque stratégie élaborée au niveau national comprenne des dispositions concernant les activités de communication, le renforcement des capacités ou la formation, que ce soit au sein des groupes cibles ou au sein des groupes de professionnels de la communication ou de formateurs. Les Parties seraient invitées à afficher le résultat final de chacune de ces activités sur le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

Activité prioritaire 2. Création d'une trousse à outils et d'un matériel de sensibilisation

16. Cette activité prioritaire est axée sur la création d'un matériel de sensibilisation et de formation, qui pourrait être utilisé pour transmettre des messages clés aux différents groupes cibles pendant les activités de vulgarisation. Ce matériel serait le principal outil utilisé par les Parties pour lancer leurs campagnes de sensibilisation et pour renforcer les capacités sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages, conformément aux principes énoncés à l'article 21 du Protocole. D'autre part, une formation et des orientations sur les différentes façons d'utiliser ce matériel et de diffuser les messages clés auprès des groupes cibles pourront s'avérer nécessaires, pour garantir une amélioration des capacités des groupes cibles.

17. Pour appuyer la réalisation de cette activité, le Secrétariat créera une trousse à outils comprenant des modèles et des directives sur la façon dont les Parties et les parties prenantes peuvent élaborer un matériel de sensibilisation et de formation, compte tenu de l'expérience acquise dans le cadre de l'élaboration de produits et outils pour d'autres programmes de travail de la Convention. La structure de la trousse à outils ressemblera aux outils existants, tels que la trousse à outils sur la communication, l'éducation et la sensibilisation (<http://www.cbd.int/cepa/toolkit/2008/doc/CBD-Toolkit-Complete.pdf>), mais sera adaptée aux besoins de communication en matière d'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation. La trousse à outils sera distribuée dans une version imprimée et multimédia. La trousse à outils sera créée en tant que ressource éducative ouverte (OER)³.

18. Les Parties seront invitées à utiliser la trousse à outils pour élaborer différents matériels de sensibilisation adaptés à leurs besoins spécifiques, et pour appuyer la stratégie élaborée dans le cadre de l'activité prioritaire 1, afin de sensibiliser et de transmettre des messages aux groupes cibles. En

³ Les ressources éducatives ouvertes (OER) sont un matériel d'enseignement et d'apprentissage en ligne, gratuit et accessible par tous, que vous soyez un enseignant, un étudiant ou que vous appreniez par vous-même. Des exemples incluent: des cours complets, des modules de cours, des syllabus, des cours magistraux, des devoirs à la maison, des tests, des activités en laboratoire ou en salle de classe, du matériel pédagogique, des jeux, des simulations et de nombreuses autres ressources qui figurent dans les collections de médias en ligne partout dans le monde.

<http://openeducationalresources.pbworks.com/w/page/24836860/What%20are%20Open%20Educational%20Resources>

créant ce matériel, la contribution des principales parties prenantes, telles que les communautés autochtones et locales et les parties prenantes recensées dans le cadre de l'activité prioritaire 1, devrait être prise en compte pour aboutir à une sensibilisation effective.

19. Le choix de la meilleure combinaison de produits d'information permettant de communiquer avec un groupe cible donné sera déterminé, en grande partie, par les recherches et les évaluations effectuées dans le cadre de l'activité prioritaire 1. Un matériel imprimé, tel que des brochures et des fiches d'information, pourra être utile dans certaines circonstances, tandis qu'un matériel multimédia sera plus efficace dans d'autres circonstances.

20. Les Parties seront invitées à fournir des copies du matériel élaboré au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, aux fins de diffusion et de partage de ce matériel avec les autres Parties et parties prenantes.

Activité prioritaire 3. Former les communicateurs et assurer la participation des groupes cibles

21. Cette activité prioritaire a deux principaux objectifs : former un groupe d'experts en communication sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages à mettre en œuvre la stratégie nationale de sensibilisation, et entreprendre ensuite des activités assurant une participation des groupes cibles, afin d'accroître la sensibilisation.

22. Pour appuyer cette activité, le Secrétariat fournira des directives sur la façon d'organiser un atelier de formation des communicateurs spécialisés dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation. Dans la trousse à outils sur l'accès et le partage des avantages susmentionnée, le Secrétariat fournira des directives sur les différentes façons de diffuser et d'utiliser le matériel de sensibilisation et de formation, pour appuyer la stratégie de sensibilisation.

23. Comme première étape de cette activité prioritaire, il est suggéré d'organiser une série d'ateliers de formation des experts en communication, en utilisant le matériel de formation élaboré dans le cadre de l'activité prioritaire 2. Ceci permettra de préparer le groupe d'experts en communication à communiquer efficacement avec les principaux groupes cibles et à diffuser les messages clés contenus dans le matériel de sensibilisation. Ces communicateurs pourraient ensuite organiser des ateliers et d'autres manifestations pour les principaux groupes cibles énumérés dans la stratégie.

24. Le matériel de sensibilisation élaboré dans le cadre de l'activité prioritaire 2 sera distribué aux groupes cibles de plusieurs façons; cependant, la mise en œuvre des stratégies de sensibilisation consistera notamment à organiser des manifestations, des ateliers et d'autres forums, dans le cadre desquels des activités de communication auront lieu. Le type d'activité menée devrait être déterminé par le groupe ciblé par l'activité de communication. Des exemples d'activités incluent: un petit-déjeuner d'information, une table ronde pour les représentants d'un groupe d'utilisateurs particulier, ou une conférence sur les mesures liées à l'accès et au partage des avantages destinée aux chercheurs.

25. Ces manifestations donneraient l'occasion d'assurer la participation de différentes parties prenantes, afin d'examiner les circonstances nationales de l'application Protocole de Nagoya. A titre d'exemple, comme indiqué à l'article 21 i) du Protocole, les manifestations pourraient inclure des activités de communication spécifiques visant à sensibiliser aux protocoles communautaires et aux procédures des communautés autochtones et locales. Ces manifestations donneraient aussi l'occasion d'informer les représentants des médias sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages.

26. Il est prévu que les ateliers soient organisés au niveau national. Dans certains cas, cependant, des ateliers infrarégionaux ou régionaux pourraient être utiles également, pour mettre en œuvre les stratégies de sensibilisation, et leur organisation ferait donc partie de cette activité prioritaire. Le Secrétariat pourrait aussi contribuer à l'organisation de ces ateliers, dans la limite des ressources disponibles.

27. Pour toutes les activités menées, des mécanismes d'évaluation et de retours d'information semblables aux mécanismes en place pour les évaluations effectuées dans le cadre de l'activité prioritaire 1, devraient être prévus pour fournir des données utiles pour l'activité prioritaire 4 ci-après.

28. Les Parties et les parties prenantes seront invitées à afficher les résultats des manifestations sur le Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, y compris des photos des débats, les exposés et les résumés des conclusions.

Activité prioritaire 4. Évaluation et retours d'information

29. Il est important de noter que lorsque les Parties élaborent leurs stratégies, des données et des informations doivent être recueillies pour chaque activité prioritaire, aux fins d'utilisation dans un exercice d'évaluation. L'activité prioritaire 1 nécessite de recueillir des données de référence en matière de sensibilisation, au regard desquelles des changements dans le niveau de sensibilisation et dans les comportements peuvent être mesurés. De même, l'efficacité et la réception du matériel de sensibilisation élaboré dans le cadre de l'activité prioritaire 2 devraient être mesurées. Enfin, le caractère adéquat et l'apprentissage qui a eu lieu pendant les ateliers et les autres manifestations organisés dans le cadre de l'activité prioritaire 3 devraient être mesurés également.

30. En utilisant ces données, les Parties seront invitées à évaluer l'efficacité de leurs activités, de leurs ateliers et de leur matériel de sensibilisation. Les Parties seront ensuite invitées à réutiliser les mécanismes d'étude utilisés pour mettre en place leurs stratégies nationales et à analyser les retours d'information des participants aux activités de sensibilisation, en vue de modifier et d'affiner leurs stratégies, selon que de besoin. Les Parties devraient recueillir à nouveau les données qui avaient été obtenues dans le cadre de l'activité prioritaire 1, puis comparer ces données avec les données de référence.

31. Les résultats de l'évaluation et des analyses devraient être ensuite diffusés par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

Besoins en ressources

32. Puisque les besoins des Parties sont très divers, leurs besoins en ressources pour mettre en œuvre leurs stratégies de sensibilisation seront aussi différents. Des plans de financement durable devraient être adoptés, pour s'assurer que des ressources suffisantes seront disponibles pour les stratégies, dans une perspective de long-terme.

33. Pour les Parties qui sont des pays en développement, un appui extérieur sera peut-être nécessaire, notamment par le biais du Fonds pour l'environnement mondial. Il est recommandé qu'un tel appui soit fourni à condition que les Parties aient élaboré leurs stratégies conformément aux recommandations formulées dans le présent document.

34. Afin d'aider les Parties à élaborer et à mettre en œuvre les stratégies nationales de sensibilisation, comme recommandé dans le cadre des activités prioritaires, le Secrétariat aura aussi besoin de ressources financières et humaines⁴.

⁴ Les besoins en ressources incluent du temps en personnel, des ressources pour employer un consultant en communication, pour traduire la trousse à outils dans les six langues officielles de l'ONU, et pour formater la trousse à outils en vue d'une diffusion sur papier et sur Internet. Ces coûts seront précisés dans le document relatif au budget. Il est estimé qu'un montant de 170 000 dollars sera nécessaire.

II. DESCRIPTION D'UNE STRATÉGIE DE SENSIBILISATION POUR LE PROTOCOLE DE NAGOYA SUR L'ACCÈS ET LE PARTAGE DES AVANTAGES

| | |
|--|---|
| <p>Activité prioritaire 1. Analyse de situation de communication et élaboration des stratégies nationales de sensibilisation</p> | |
| <p>1.1. Objectifs opérationnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faire une analyse des buts de communication, des groupes cibles et du matériel de sensibilisation existant. - Pour les groupes cibles, déterminer les résultats souhaités pour les activités de communication. - Évaluer l'efficacité des outils, des messages et des activités existants. - Indiquer le coût estimatif pour réaliser les différentes activités. | |
| <p>1.2. Résultats escomptés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Liste des groupes cibles et de leur niveau de sensibilisation. - Liste des buts de communication souhaités. - Analyse des lacunes subsistant dans les outils et recensement des produits nécessaires. - Évaluation des coûts éventuels. | |
| <p>1.3. Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Niveau de sensibilisation au sein des principaux groupes cibles. - Liste du matériel de sensibilisation existant et de son utilisation. - Liste des experts en communication et des experts techniques. | |
| <p>1.4. Rôle du Secrétariat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Fournir un modèle pour élaborer les stratégies nationales de sensibilisation. - Fournir des directives sur les méthodes utilisées pour les enquêtes. - Mettre à disposition le matériel de sensibilisation existant sur les questions relatives à l'accès et le partage des avantages. - Mettre à disposition les stratégies de sensibilisation par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages, et faire rapport sur les progrès accomplis à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, selon qu'il convient | |
| <p>1.5. Activités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Élaborer une stratégie nationale de sensibilisation, y compris un calendrier, des activités, des outils d'évaluation et une liste des groupes cibles. Indiquer tous les besoins en ressources. - Déterminer les principaux groupes cibles et les changements de comportement souhaités. - Mener des enquêtes pour déterminer le niveau de sensibilisation des principaux groupes cibles. - Faire un audit des produits et du matériel de sensibilisation, y compris une évaluation de l'efficacité de chacun d'entre eux. - Créer un fichier d'experts en communication et d'experts juridiques et techniques dans le domaine de l'accès et du partage des avantages. - Transmettre la stratégie nationale de sensibilisation au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. | <p>1.6. Acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Parties, y compris les ministères compétents. - Les organismes de recherche sur l'opinion publique. |

| Activité prioritaire 2. Création d'une trousse à outils et d'un matériel de sensibilisation | |
|---|--|
| <p style="text-align: center;">2.1. Objectifs opérationnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer du matériel de sensibilisation et de formation pour appuyer les stratégies nationales de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages. - Créer la trousse à outils, à utiliser pour former les communicateurs spécialisés dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation. | |
| <p style="text-align: center;">2.2. Résultats escomptés</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un matériel de sensibilisation et de formation et d'autres produits d'information venant appuyer la stratégie nationale de sensibilisation sont élaborés, y compris, entre autres, des brochures, des livrets, des fiches d'information, des vidéos, des spots radio, des enregistrements audio, des sites Internet, des présentations flash et des présentations PowerPoint. | |
| <p style="text-align: center;">2.3. Indicateurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un catalogue de matériel de sensibilisation est créé. - Niveau d'utilisation du matériel de sensibilisation. | |
| <p style="text-align: center;">2.4. Rôle du Secrétariat</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer une trousse à outils de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage, comprenant des modèles, des directives et des exemples de méthodes à suivre pour des activités de formation et de communication. Traduire la trousse à outils dans les six langues officielles de l'ONU et diffuser la trousse à outils en version imprimée et en ligne. - Mettre à disposition le matériel de communication sur l'accès et le partage des avantages élaboré par les Parties et les parties prenantes, par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. | |
| <p style="text-align: center;">2.5. Activités</p> <ul style="list-style-type: none"> - Créer un matériel de sensibilisation et de formation sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages en utilisant la trousse à outils et ses ressources. - Distribuer le matériel aux niveaux national et régional, en utilisant les voies de communication existantes. - Transmettre ce matériel au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages. | <p style="text-align: center;">2.6. Acteurs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les Parties, par le biais des ministères compétents et, selon qu'il convient, des parties prenantes concernées, telles que les communautés autochtones et locales. - Les experts en communication. - Les organismes de formation. |
| Activité prioritaire 3. Former les communicateurs et assurer la participation des groupes cibles | |
| <p style="text-align: center;">3.1. Objectifs opérationnels</p> <ul style="list-style-type: none"> - Former un groupe d'experts en communication spécialisés dans le domaine de l'accès aux ressources génétiques et du partage des avantages découlant de leur utilisation, afin de diffuser des messages clés auprès des groupes cibles - Assurer une participation des groupes cibles, afin d'accroître la sensibilisation. | |
| <p style="text-align: center;">3.2. Résultats escomptés</p> | |

- Un groupe de formateurs et de communicateurs sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages est mis en place, pour participer aux activités de sensibilisation.
- Des activités sont réalisées pour mettre en œuvre la stratégie.
- Le niveau de sensibilisation des groupes cibles augmente.

3.3. Indicateurs

- Nombre de communicateurs formés.
- Réactions des personnes ayant reçu la formation.
- Nombre d'activités menées.
- Nombre de participants aux activités.
- Réactions des participants concernant l'efficacité des manifestations et du matériel de sensibilisation.
- Augmentation du niveau de sensibilisation au sein des groupes cibles.
- Niveau d'utilisation du matériel de sensibilisation.

3.4. Rôle du Secrétariat

- Fournir des directives sur la structure et la forme des ateliers.
- Fournir une liste indicative des activités de vulgarisation.
- Lorsqu'une demande en ce sens est faite, participer aux activités de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, aux niveaux infrarégional et régional, dans la limite des ressources disponibles.

3.5. Activités

- Organiser des ateliers de formation en matière de communication sur les questions relatives à l'accès et au partage des avantages, en assurant une participation des communicateurs spécialisés dans ce domaine et d'autres acteurs qui entreprendront des activités de communication avec des groupes cibles.
- Entreprendre des activités de sensibilisation des groupes cibles.
- Distribuer et diffuser le matériel de sensibilisation et de formation.
- Pour toutes les activités, effectuer des exercices de retours d'information et d'évaluation, et conserver ces données pour les utiliser dans le cadre de l'activité prioritaire 4.
- Transmettre les rapports d'activité au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

3.6. Acteurs

- Les Parties et, selon qu'il convient, les parties prenantes concernées, telles que les communautés autochtones et locales.
- Les professionnels de la communication.
- Les groupes cibles recensés dans la stratégie de sensibilisation, tels que les utilisateurs des ressources génétiques.

Activité prioritaire 4. Évaluation et retours d'information

4.1. Objectifs opérationnels

- Évaluer l'efficacité des activités de sensibilisation, au regard des données de référence obtenues dans le cadre de l'activité prioritaire 1.
- Ajuster la stratégie nationale de sensibilisation, selon qu'il convient, sur la base des commentaires reçus.

4.2. Résultats escomptés

- Les Parties comprennent les résultats de leurs activités et l'efficacité de leurs stratégies.
- Les Parties disposent des informations requises pour pouvoir ajuster et modifier leurs stratégies, selon qu'il convient.

4.3. Indicateurs

- Niveau et type de participation aux activités de sensibilisation menées dans le cadre de l'activité prioritaire 3.
- Changements dans le niveau de sensibilisation des principaux groupes cibles.
- Liste du nouveau matériel de sensibilisation et de leur utilisation.
- Retours d'information détaillés des participants aux activités.

4.4. Rôle du Secrétariat

- Mettre à disposition les informations fournies par les Parties sur les évaluations et les retours d'information, par le biais du Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

4.5. Activités

- Étudier à nouveau les groupes cibles, pour évaluer tout changement dans le niveau de sensibilisation.
- Faire un nouvel audit du matériel de sensibilisation, pour mesurer l'efficacité du matériel nouveau et existant, dans le cadre de la nouvelle stratégie.
- Examiner à nouveau la liste des experts en communication et des experts juridiques et techniques en matière d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages découlant de leur utilisation.
- Évaluer l'efficacité des activités de sensibilisation aux questions relatives à l'accès et au partage des avantages, en utilisant les données recueillies dans le cadre de chaque activité prioritaire.
- Réviser et ajuster la stratégie nationale de sensibilisation, compte tenu de cette analyse.
- Transmettre les résultats de toutes les analyses au Centre d'échange sur l'accès et le partage des avantages.

4.6. Acteurs

- Les Parties.
- Les organismes de recherche sur l'opinion publique.